

Accord collectif national

**INDEMNISATION DES SALARIÉS DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Chômage partiel)
(5 décembre 1977)**

AVENANT N° 14 DU 13 JANVIER 2009
À L'ACCORD DU 5 DÉCEMBRE 1977
RELATIF À L'INDEMNISATION DU CHÔMAGE PARTIEL
NOR : AGRS0997056M

Entre :

La fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) ;
Les entrepreneurs des territoires (EDT) ;
L'union nationale des entrepreneurs du paysage (UNEP) ;
La fédération nationale du bois (FNB) ;
La fédération des forestiers privés de France (FFPF) ;
La fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole (FNCUMA) ;
L'union syndicale des rouisseurs-teilleurs de lin de France (USRTL),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;
La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO ;
La fédération de l'agriculture CFTC ;
Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Modification du champ d'application
de l'accord national du 5 décembre 1977*

L'accord national du 5 décembre 1977 est applicable sur l'ensemble du territoire, à l'exception des départements d'outre-mer, aux salariés et employeurs des exploitations agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1, 1° (à l'exception des centres équestres, entraîneurs de chevaux de

courses, champs de courses et des parcs zoologiques), 2°, 3° (à l'exception de l'Office national des forêts) et 4° du code rural, ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Article 2

*Modification de l'article 5
de l'accord national du 5 décembre 1977*

Le taux d'indemnisation prévu à l'article 5 modifié de l'accord relatif à l'indemnisation du chômage partiel des salariés des exploitations et entreprises agricoles est porté de 50 % à 60 %.

L'indemnité minimale de chômage partiel prévue à l'article 5 modifié de l'accord relatif à l'indemnisation du chômage partiel des salariés des exploitations et entreprises agricoles est portée à 6,84 €.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur dès la publication de son arrêté d'extension.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Fait à Paris, le 13 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)